

Avis d'appel public à la concurrence

Département de publication : 14

Annonce No 14-151866

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville d'Hérouville Saint-Clair.

Correspondant : M. le maire, place François Mitterrand B.P. 9 14200 Hérouville-Saint-Clair

tél. : 02-31-45-32-83 télécopieur : 02-31-45-33-63 courriel : marche-public@herouville.net

adresse internet : <http://herouville.net>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.pa-herouville.net>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : conseil Juridique, Assistance Juridique et Représentation en Justice.

Catégorie de services : 21.

CPV - Objet principal : 79110000.

Lieu d'exécution : .

Code NUTS : FR251.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

La consultation porte sur les prestations de Conseil Juridique, d'assistance Juridique et de Représentation en Justice

- par conseil juridique, il convient d'entendre toute prestation d'assistance ou d'information sur : une question, un projet d'acte ou un dossier déterminé, en dehors de toute procédure contentieuse ou de règlement d'un litige.

- par représentation juridique, il convient d'entendre toute prestation : d'information ou assistance, de rédaction de requête ou de mémoire (ou document assimilé), de plaidoirie, dans le cadre d'une procédure juridictionnelle ou de négociation et assistance en vue de résorber ou prévenir un litige (par voie de transaction ou autre)

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : le marché est décomposé en 5 lots définis comme suit :

Lot n° 1 : Droit public général

Lot n° 2 : Droit de l'urbanisme et de la construction

Lot n° 3 : Droit des contrats publics

Lot n° 4 : Droit de la fonction publique

Lot n° 5 : Droit privé.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : il est demandé aux candidats de proposer au pouvoir adjudicateur une information juridique continue des agents et/ou élus de la collectivité.

Elle devra porter sur l'évolution législative, réglementaire et jurisprudentielle du lot concerné et devra être adaptée à l'actualité juridique propre de la commune.

Il est rappelé que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la PSE demandée.

En tout état de cause, le candidat devra répondre à la prestation de base et à la PSE. Dans le cas contraire son offre sera rejetée.

Nombre de reconductions éventuelles : 2.

Refus des variantes.

Prestations divisées en lots : oui.

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 22 décembre 2014.

Cautionnement et garanties exigés : voir modalités dans le dossier de consultation des entreprises.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Le marché sera financé par le budget de la Ville (Fonds propres).

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : voir modalités dans le dossier de consultation des entreprises.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : 1. Garanties et capacités techniques et professionnelles du candidat.

2. Garanties et capacités financières et économiques du candidat.

La prestation est réservée à une profession particulière.

Référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

Les prestations sont réservées à une profession particulière par référence aux dispositions de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Voir modalités dans le règlement de consultation.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 40 %;

- valeur technique : 40 %;

- délai d'exécution : 20 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 7 novembre 2014, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 14S0008.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Conformément à l'article 56 du Code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.pa-herouville.net>

Les candidats peuvent télécharger gratuitement le dossier de consultation dans son intégralité jusqu'à la date de réception des plis sur la plateforme du pouvoir adjudicateur.

En cas de difficulté pour télécharger le DCE, confirmée par le gestionnaire de la plateforme, les candidats pourront adresser un courriel récapitulatif des difficultés rencontrées à l'adresse suivante : marche-public@herouville.net, en vue de leur résolution.

Le fait pour les candidats de s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique leur permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens les informations éventuellement communiquées ultérieurement par la commune d'Hérouville-saint-clair.

Les candidats s'engagent à prendre connaissance de tous les documents déposés par le pouvoir adjudicateur sur la plate-forme.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

Voir modalités dans le règlement de consultation.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 7 octobre 2014.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Caen 3 rue Arthur Le Duc - B.P. 25086 14050 Caen Cedex 04 tél. : 02-31-52-42-

17courriel : greffe.tacaen@juradm.fr.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : - Référé précontractuel : jusqu'à la signature du contrat dans les conditions de l'article L551-1 du cja.

- référé suspension avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat selon l'article L521-1 du cja.

- recours pour excès de pouvoir : dans les deux mois de la publication ou de la notification de la décision faisant grief (article R421-1 du cja).

- recours de pleine juridiction : les tiers évincés pourront contester le contrat dès la signature du marché jusqu'à l'expiration du délai de deux mois suivant l'attribution du marché.

Renseignements relatifs aux lots :

Lot(s) 1. -

Droit public général

C.P.V. - Objet principal : 79110000.

Lot(s) 2. -
Droit de l'urbanisme et de la construction

C.P.V. - Objet principal : 79110000.

Lot(s) 3. -
Droit des contrats publics

C.P.V. - Objet principal : 79110000.

Lot(s) 4. -
Droit de la fonction publique

C.P.V. - Objet principal : 79110000.

Lot(s) 5. -
Droit privé

C.P.V. - Objet principal : 79110000.